

Référence ANGDM : MP 2026-12  
-----

## MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

-----












**PRESTATION D'AMO RELATIVE À L'IDENTIFICATION,  
L'ÉVALUATION ET LA COMPARAISON DES SOLUTIONS SIRH  
AINSI QU'À LA DÉFINITION DE LA TRAJECTOIRE  
D'ÉVOLUTION DU SIRH ET ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN  
PLACE AU SEIN DE L'ANGDM**

PROCÉDURE ADAPTÉE

En application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique

Dossier de Consultation des Entreprises

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

SYNTHÈSE DU CONTRAT	
	<p>Marché public de services</p> <p><b>Objet :</b> Prestation d'AMO relative à l'identification, l'évaluation et la comparaison des solutions SIRH ainsi qu'à la définition de la trajectoire d'évolution du SIRH au sein de l'ANGDM</p>
	<p><u>Acheteur :</u> ANGDM 1-3 AVENUE DE FLANDRE 75019 - PARIS 19EME ARRONDISSEMENT</p>
	Le marché inclut des considérations environnementales.
	Le marché n'inclut pas de considérations sociales.
	<p>Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Prestations Intellectuelles.</p>
	Le marché n'est pas alloti.
	<p>La durée du marché est de 18 mois.</p> <p>Le marché ne prévoit aucune reconduction.</p>
	Le marché est à prix forfaitaire.
	Le marché est actualisable.
	<p><u>Tranches :</u> Le marché est divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires :</u> Sans objet</p>
	Le marché n'est pas réservé à une profession particulière.

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1. PRÉAMBULE.....</b>	<b>4</b>
<b>PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 1. REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR.....	5
ARTICLE 2. OBJET ET DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ PUBLIC.....	5
ARTICLE 3. DURÉE.....	5
ARTICLE 4. TRANCHES.....	6
ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
ARTICLE 6. ASSURANCES.....	7
ARTICLE 7. INTERVENANTS.....	7
7.1. SOUS-TRAITANCE.....	7
7.2. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES.....	8
<b>PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT.....</b>	<b>9</b>
ARTICLE 8. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ PUBLIC.....	9
8.1. MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX.....	9
8.2. CONTENU DU PRIX.....	9
8.3. VARIATION DES PRIX.....	9
ARTICLE 9. AVANCE.....	9
ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE.....	9
ARTICLE 11. MODALITÉS DE PAIEMENT.....	10
11.1. DÉLAI DE PAIEMENT.....	10
11.2. FACTURATION.....	10
<b>PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>12</b>
ARTICLE 12. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES.....	12
ARTICLE 13. DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	12
ARTICLE 14. PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ET MODIFICATIONS.....	12
ARTICLE 15. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	13
15.1. UTILISATION DES RÉSULTATS.....	13
<b>PARTIE 5. CLAUSES DIVERSES.....</b>	<b>14</b>
ARTICLE 16. CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ.....	14
<b>PARTIE 6. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....</b>	<b>17</b>
ARTICLE 17. PÉNALITÉS ET PRIMES.....	17
ARTICLE 18. MESURES COERCITIVES.....	18
ARTICLE 19. CAS DE RÉSILIATION.....	18
ARTICLE 20. LITIGES ET DIFFÉRENDS.....	18
<b>PARTIE 7. DÉROGATIONS AU CCAG.....</b>	<b>19</b>

## **PARTIE 1. PRÉAMBULE**

---

### **Législation applicable**

Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

## PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

---

### ARTICLE 1. REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR

L'exécution des services se déroule sous le contrôle du représentant de l'acheteur :

Nom : Monsieur Laurent BERGEOT

Adresse : ANGDM, 1-3 AVENUE DE FLANDRE, 75019 PARIS 19EME ARRONDISSEMENT

Téléphone : 03 21 79 48 48

E-mail : [contact@angdm.fr](mailto:contact@angdm.fr)

### ARTICLE 2. OBJET ET DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ PUBLIC

**Objet des services :** Prestation d'AMO relative à l'identification, l'évaluation et la comparaison des solutions SIRH ainsi qu'à la définition de la trajectoire d'évolution du SIRH et accompagnement à la mise en place au sein de l'ANGDM.

**Ce marché est divisé en tranches :**

**\* Tranche ferme :**

Étude comparative des solutions SIRH existantes sur le marché qui répondent aux besoins de l'ANGDM et analyse financière pour prise de décision.

**\* Tranche optionnelle 1 :**

Préparation et accompagnement à la passation d'un marché en vue de l'acquisition d'un nouvel SIRH (en interne ou via une centrale d'achats selon la stratégie retenue par l'agence).

**\* Tranche optionnelle 2 :**

Conduite du projet de migration.

### ARTICLE 3. DURÉE

**Durée :**

La durée du marché commence à courir à partir de la notification, et jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2028.

Durée de la tranche ferme : à compter de la notification jusqu'au 30 septembre 2026.

Durée de la tranche optionnelle 1 : jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2027.

Durée de la tranche optionnelle 2 : jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2028.

**Délai d'exécution :**

Le délai d'exécution est égal à la durée du marché.

**Tranches :** Ce marché est divisé en tranches :

Type	Description	Durée prévue	Date de début prévue	Date de fin prévue
Tranche ferme	Étude comparative des solutions SIRH existantes sur le marché qui répondent aux besoins de l'ANGDM et analyse financière pour prise de décision	3 mois	Dès notification	30 septembre 2026
Tranche optionnelle	Préparation et accompagnement à la passation d'un marché en vue de l'acquisition d'un nouvel SIRH (en interne ou via une centrale d'achats selon la stratégie retenue par l'agence)	5 mois	1 octobre 2026	1 mars 2027
Tranche optionnelle	Conduite du projet de migration	9 mois	2 mars 2027	1 janvier 2028

#### ARTICLE 4. TRANCHES

##### **Modalités d'affermissement des tranches optionnelles**

L'acheteur se réserve la possibilité d'affermir ou de renoncer à l'affermissement des tranches optionnelles. En cas d'affermissement, chaque partie est automatiquement engagée sur les prestations à fournir et décrites au CCTP du présent marché.

L'affermissement de chaque tranche optionnelle pourra intervenir durant toute la durée du marché.

En fonction des préconisations fournies au sein des livrables de la tranche ferme, la direction générale décidera ou non d'affermir les tranches optionnelles.

Chaque affermissement fera l'objet d'une décision produite par le pouvoir adjudicataire et sera transmise au titulaire du marché.

Il n'est prévu aucune indemnité de dédit ou d'attente.

#### ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG prestations intellectuelles, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- ATTRI1 - Acte d'engagement
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes (notamment un contrat relatif au RGPD)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Calendrier d'exécution de la prestation
- Mémoire technique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG PI) (\*)

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

Le titulaire renonce à l'application de ses conditions générales de vente. Le présent marché détient force obligatoire. Il constitue la loi des parties.

Outre les documents constituant le dossier de consultation, le titulaire est tenu de se conformer à toutes les obligations définies par la législation, les décrets, arrêtés, règlements, normes, textes officiels réglementant son cadre juridique et recommandations en vigueur.

## **ARTICLE 6. ASSURANCES**

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

## **ARTICLE 7. INTERVENANTS**

### **7.1. Sous-traitance**

#### **Présentation d'un sous-traitant**

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

#### **Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement**

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre 1er du titre IV du code de la commande publique ;

- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

### **Païement direct des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

### **7.2. Groupement d'opérateurs économiques**

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.



### PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT

#### ARTICLE 8. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ PUBLIC

##### 8.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent marché se fait sur la base d'un prix forfaitaire.

Le marché à prix forfaitaire est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

##### 8.2. Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG prestations intellectuelles, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

##### 8.3. Variation des prix

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

Conformément à l'article R. 2112-11 du code de la commande publique, ce prix sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, l'actualisation se faisant aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Selon les dispositions suivantes :

$$C_n = I(d - \text{nombre de mois de décalage}) / I(o)$$

Dans laquelle :

- $C_n$  : coefficient d'actualisation.
- $d$  : mois de début d'exécution des prestations.
- Index ( $d$ -nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au moins  $d$  diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index ( $o$ ) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

#### ARTICLE 9. AVANCE

Aucune avance n'est accordée pour ce marché.

## ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

## ARTICLE 11. MODALITÉS DE PAIEMENT

### 11.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

### 11.2. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : ANGDM

SIRET actifs dans CHORUS: 180 092 538 00024

Code service : DSF

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

## PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION

### ARTICLE 12. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

#### Représentation du titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

### ARTICLE 13. DÉVELOPPEMENT DURABLE

#### Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

#### Considérations environnementales :

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé et à la demande de l'ANGDM sur supports en papier. Le papier est alors sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto-verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris dans le forfait global.

L'utilisation d'un espace de travail collaboratif pour le partage d'information et de documentation pourra être proposée, limitant ainsi l'échange de mails et le volume des données échangées.

Pour le suivi des prestations, le titulaire utilise, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, etc.)

En cas de déplacements, le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par le marché, les déplacements en transports en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Le titulaire propose une organisation permettant d'optimiser les déplacements sur le territoire.

### ARTICLE 14. PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ET MODIFICATIONS

#### Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

**ARTICLE 15. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE****15.1. Utilisation des résultats**

Conformément au chapitre VI du CCAG Prestations Intellectuelles, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

## PARTIE 5. CLAUSES DIVERSES

### ARTICLE 16. CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ

#### **Protection des données à caractère personnel :**

##### Obligations générales :

A compter du 25 mai 2018, les données personnelles collectées par le titulaire d'un marché ou d'un accord-cadre, ainsi que par ses éventuels sous-traitants doivent être traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et Du Conseil du 27 avril 2016). Dans ce cadre, le titulaire, qui agit en tant que sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données pour le compte du pouvoir adjudicateur responsable du traitement, s'engage à :

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Collecter et traiter les données personnelles uniquement dans la finalité poursuivie par l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite du pouvoir adjudicateur ;
- Collecter et traiter les données conformément aux instructions données par le pouvoir adjudicateur et informer ce dernier de toute instruction qui conduirait à une violation du règlement européen pour la protection des données ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en application du présent contrat s'engagent à respecter la confidentialité des données et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un en application de l'article 37 du Règlement Général sur la Protection des Données.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire les données objet du traitement et à communiquer par écrit au sous-traitant les instructions concernant le traitement des données.

##### Sous-traitance :

Le titulaire peut, avec l'accord préalable du pouvoir adjudicateur, faire appel à un autre sous-traitant pour mener les activités de traitement spécifique. Dans un tel cas, il informe préalablement par écrit le pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. L'information transmise au pouvoir adjudicateur indique précisément les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que les dates du contrat de sous-traitance. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties techniques et organisationnelles suffisantes permettant d'assurer le traitement des données conformément au présent article.

Le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations prévues au présent article. Le titulaire demeure toutefois pleinement responsable des obligations relatives au traitement des données réalisées par le sous-traitant devant le pouvoir adjudicateur.

##### Droit d'information des personnes concernées :

Le titulaire fournit aux personnes concernées, au moment de la collecte des données, l'information relative aux traitements des données réalisées, suivant la formulation et le format convenu avec le pouvoir adjudicateur.

##### Exercice des droits des personnes :

Le titulaire s'efforce de fournir, au pouvoir adjudicateur, l'aide nécessaire pour lui permettre de remplir son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, opposition, limitation du traitement, portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée).

Le titulaire répond, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur et dans les délais prévus par le Règlement Européen sur la Protection des Données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent article.

**Notification des violations de données à caractère personnel :**

Le titulaire notifie, dès qu'il en a connaissance, au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur de notifier si nécessaire cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

**Assistance du titulaire dans le cadre du respect par le pouvoir adjudicateur de ses obligations :**

Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur l'assistance nécessaire pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle. Le titulaire met à disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire à la démonstration du respect de toutes ses obligations, et permettre la réalisation d'audits, inspections, par le pouvoir adjudicateur ou par un tiers mandaté.

**Mesures de sécurité :**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, en ce compris la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, les moyens permettant de respecter la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement, les moyens permettant de garantir la disponibilité des données à caractère personnel et une procédure visant à tester, analyser et évaluer l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

**Registre des catégories d'activités de traitement :**

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement réalisées pour le compte du pouvoir adjudicateur conformément au Règlement général sur la protection des données.

**Sort des données :**

Au terme de la prestation de traitement des données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au pouvoir adjudicateur. Le renvoi des données doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra s'il le souhaite, demander au titulaire de procéder à la destruction des données ou de les renvoyer à la personne désignée par le pouvoir adjudicateur.

**Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail :**

Le titulaire est tenu de respecter les obligations prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

**Protection de l'environnement, sécurité et santé :**

Conformément à l'article 7 du CCAG prestations intellectuelles, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

**Réparation des dommages :**

Conformément à l'article 8 du CCAG prestations intellectuelles, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable

des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.



## **PARTIE 6. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION**

### **ARTICLE 17. PÉNALITÉS ET PRIMES**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, il n'est pas prévu d'exonération à l'application des pénalités.

Le paiement des factures ne vaut cependant pas acceptation du décompte des pénalités établi par le titulaire : le pouvoir adjudicateur conserve la possibilité de procéder à leur recouvrement à tout moment, par l'émission d'un titre de recette.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, il est prévu l'application sans plafonnement des pénalités suivantes, sans mise en demeure préalable du titulaire. Ces pénalités peuvent être cumulées par le titulaire.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire fait son affaire avec ses cotraitants de toute question relative à la répartition éventuelle des pénalités entre eux. Le titulaire du marché en fait de même avec ses sous-traitants.

#### **Pénalité journalière pour le retard d'exécution**

En cas de retard dans le calendrier d'exécution des prestations, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 200 € HT par jour de retard.

#### **Pénalité journalière pour le retard dans le rendu des livrables**

En cas de retard dans le rendu des livrables, le titulaire encourt une pénalité de 400 euros HT par jour de retard et par livrable.

#### **Pénalité en cas d'absence non justifiée aux réunions**

En cas d'absence non justifiée à une réunion (réunion de lancement, COPIL...), le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 150 € HT par absence.

#### **Pénalité retard remplacement membre équipe dédiée**

En cas de retard dans le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée (pour quelque raison que ce soit), le titulaire dispose, d'un délai de 10 jours à compter de l'annonce de ce départ, pour proposer au pouvoir adjudicateur le remplacement de ce membre de l'équipe dédiée par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent ou pour proposer une réorganisation de l'équipe dédiée afin d'assurer le même niveau de compétences exigé pour la réalisation des prestations, objet du présent marché. En cas de retard dans le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent ou dans la proposition de réorganisation de l'équipe, le titulaire encourt une pénalité de 200 euros HT par jour ouvré de retard.

#### **Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

#### Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

## ARTICLE 18. MESURES COERCITIVES

### Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 27 du CCAG prestations intellectuelles, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## ARTICLE 19. CAS DE RÉSILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

### Principes généraux :

Conformément à l'article 36 du CCAG prestations intellectuelles, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 38 du CCAG prestations intellectuelles, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG prestations intellectuelles, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 37 du CCAG prestations intellectuelles.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 40 du CCAG prestations intellectuelles.

## ARTICLE 20. LITIGES ET DIFFÉRENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 43 du CCAG des marchés publics de Prestations Intellectuelles.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Paris

Tél. : 01 44 59 44 00

Fax : 01 44 59 46 46

Email : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

Tél. : 01 44 97 05 39

Email : [ccra.daj@finances.gouv.fr](mailto:ccra.daj@finances.gouv.fr)

## **PARTIE 7. DÉROGATIONS AU CCAG**

---

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Prestations Intellectuelles.